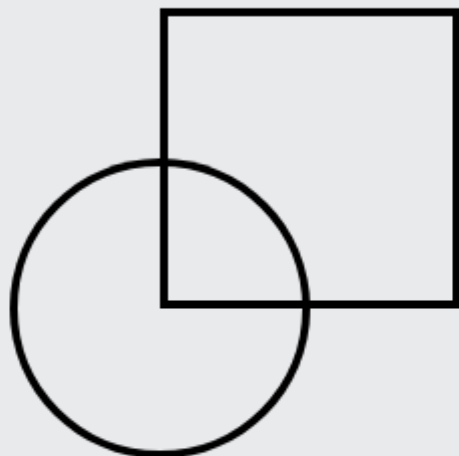


FICHE PAYS N°12 – La Ligne Fine



LA LIGNE FINE

Institut

Arabie Saoudite



Auteurs : La Ligne Fine - Institut
Date de publication : 22 septembre 2026



Données clés

Nom officiel : Royaume d'Arabie saoudite.

Capitale : Riyad.

Population : environ 34,6 millions d'habitants en 2026 selon les données du FMI, avec une population composée de citoyens saoudiens et d'une importante population étrangère employée dans les secteurs privés, domestiques, de construction, de services et d'infrastructures¹.

Superficie : environ 2,15 millions de km². L'Arabie saoudite est le plus grand État de la péninsule Arabique, doté d'une profondeur désertique considérable, d'une façade sur la mer Rouge, d'une façade sur le Golfe, et d'un contrôle territorial structurant autour des lieux saints de l'islam.

Langue officielle : arabe.

Monnaie : riyal saoudien.

Régime politique : monarchie absolue dynastique. Le pouvoir est concentré autour de la famille Al Saoud, du roi, du prince héritier, du Conseil des ministres, des grands appareils administratifs, sécuritaires, économiques et religieux.

Chef de l'État : le roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud.

Prince héritier et chef effectif du gouvernement : Mohammed ben Salmane, prince héritier et Premier ministre. Depuis sa montée en puissance, Mohammed ben Salmane est devenu le centre de gravité du pouvoir saoudien, conduisant à la fois la transformation économique, la modernisation sociale contrôlée, la politique extérieure, la restructuration de l'appareil sécuritaire et la diplomatie d'investissement.

PIB courant : environ 1,14 trillion de dollars en 2026 selon les projections du FMI, ce qui maintient l'Arabie saoudite parmi les principales économies du G20 et comme première économie arabe par la taille nominale².

Croissance récente : selon le FMI, le PIB réel saoudien a progressé de 4,5 % en 2025, soutenu par le démantèlement progressif des réductions de production OPEP+ et par la vigueur de l'activité non pétrolière³.

Diversification : selon l'agence officielle saoudienne SPA, le rapport annuel 2025 de Vision 2030 indique que l'économie non pétrolière a atteint environ 55 % du PIB et a progressé de 4,9 % en 2025⁴.

Réserves et stabilité financière : le FMI indiquait que les actifs extérieurs nets de la Banque centrale saoudienne atteignaient 415 milliards de dollars fin 2024, couvrant environ 15 mois d'importations et 187 % de la métrique d'adéquation des réserves du FMI⁵.

Dépenses militaires : selon le SIPRI, les dépenses militaires saoudiennes ont augmenté de 1,4 % en 2025 pour atteindre 83,2 milliards de dollars, plaçant le pays au huitième rang mondial des dépenses militaires⁶.

Ressources stratégiques : pétrole, gaz, pétrochimie, capacité financière du Public Investment Fund, lieux saints de l'islam, position géographique entre mer Rouge et Golfe,

¹ International Monetary Fund. (s. d.). *Saudi Arabia*. IMF Data Mapper. Consulté le 21 septembre 2026, à l'adresse <https://www.imf.org/external/datamapper/profile/SAU>

² International Monetary Fund. (2025, 26 juin). *Saudi Arabia: Concluding statement of the 2025 Article IV mission*. <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/06/25/saudi-arabia-concluding-statement-of-the-2025-article-iv-mission>

³ International Monetary Fund. (2026, 3 juin). *IMF staff completes 2026 Article IV mission to Saudi Arabia* [Communiqué de presse no 26/181]. <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/06/03/pr26181-saudi-arabia-imf-staff-completes-2026-article-iv-mission>

⁴ Saudi Press Agency. (2026, 28 avril). *Vision 2030 annual report records strong non-oil growth and economic diversification*. <https://www.spa.gov.sa/en/N2573071>

⁵ International Monetary Fund. (2025, 26 juin). *Saudi Arabia: Concluding statement of the 2025 Article IV mission*. <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/06/25/saudi-arabia-concluding-statement-of-the-2025-article-iv-mission>

⁶ Stockholm International Peace Research Institute. (2026, 27 avril). *Global military spending rise continues as European and Asian expenditures surge* [Communiqué de presse]. <https://www.sipri.org/media/press-release/2026/global-military-spending-rise-continues-european-and-asian-expenditures-surge>

infrastructures énergétiques, capacité d'influence dans l'OPEP+, marchés de capitaux, diplomatie religieuse, tourisme religieux, projets Vision 2030.

Grands événements internationaux : l'Arabie saoudite accueillera l'Exposition universelle 2030 à Riyad, élue par le Bureau International des Expositions en novembre 2023, sous le thème « The Era of Change: Together for a Foresighted Tomorrow »⁷. Elle a également été désignée par la FIFA comme pays hôte de la Coupe du monde 2034⁸.

Vulnérabilités principales : dépendance résiduelle aux hydrocarbures, coût de Vision 2030, tensions budgétaires potentielles, centralisation extrême du pouvoir, répression politique, usage massif de la peine de mort, dépendance à la main-d'œuvre étrangère, exposition aux tensions avec l'Iran et les Houthis, sécurité des infrastructures énergétiques, réputation internationale, fragilité climatique et hydrique, pression sur l'emploi des jeunes, risques d'exécution des mégaprojets.

1. Synthèse exécutive

L'Arabie saoudite est l'un des États les plus stratégiques du système international contemporain. Elle est à la fois monarchie absolue, puissance pétrolière, gardienne des deux lieux saints de l'islam, acteur central du Golfe, membre du G20, pilier de l'OPEP+, partenaire militaire des États-Unis, interlocuteur de la Chine, rival puis partenaire prudent de l'Iran, investisseur mondial, puissance sportive émergente et laboratoire autoritaire de transformation économique.

Le royaume n'est plus seulement un État rentier pétrolier. Il tente de devenir une puissance de projection économique, financière, culturelle, touristique, technologique, sportive et urbaine. Vision 2030, lancée en 2016 sous l'impulsion de Mohammed ben Salmane, constitue la matrice de cette transformation. L'objectif est clair : réduire la dépendance au pétrole, développer le secteur privé, attirer les investissements, moderniser la société, créer des emplois pour les Saoudiens, transformer Riyad en capitale globale, construire de nouvelles industries, accueillir des événements mondiaux et repositionner le royaume comme centre économique du Moyen-Orient.

Cette transformation est réelle. Le FMI souligne que les réformes de Vision 2030 ont renforcé les institutions, amélioré la politique économique, soutenu l'activité non pétrolière et réduit partiellement la dépendance au pétrole⁹. L'agence officielle saoudienne affirme que le rapport annuel 2025 de Vision 2030 montre une économie non pétrolière représentant environ 55 % du PIB, avec une croissance de 4,9 % en 2025¹⁰. Le marché du travail s'est également transformé : le FMI indiquait que le chômage des citoyens saoudiens était tombé à 7 % en 2024, atteignant un plus bas historique et dépassant l'objectif initial de Vision 2030¹¹.

Mais cette réussite est aussi fragile. L'Arabie saoudite reste profondément dépendante du pétrole pour ses recettes publiques, sa balance extérieure, ses investissements stratégiques et sa capacité à financer ses ambitions. Vision 2030 est une stratégie de sortie de rente financée par la rente elle-même. C'est toute l'ambiguïté du modèle : il faut encore beaucoup de pétrole pour préparer l'après-pétrole. La diversification progresse, mais elle exige des dépenses massives, des capacités administratives fortes, une transformation du capital

⁷ Bureau International des Expositions. (2023, 28 novembre). *Saudi Arabia elected host country of World Expo 2030*. <https://www.bie-paris.org/site/en/news-announcements/world-expo/saudi-arabia-elected-host-country-of-world-expo-2030>

⁸ Fédération Internationale de Football Association. (s. d.). [Annonce de la confirmation des pays hôtes des Coupes du monde 2030 et 2034]. <https://www.fifa.com/en/tournaments/mens/worldcup/articles/2030-2034-host-nations-confirmed>

⁹ International Monetary Fund. (2026, 3 juin). *IMF staff completes 2026 Article IV mission to Saudi Arabia* [Communiqué de presse no 26/181]. <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/06/03/pr26181-saudi-arabia-imf-staff-completes-2026-article-iv-mission>

¹⁰ Saudi Press Agency. (2026, 28 avril). *Vision 2030 annual report records strong non-oil growth and economic diversification*. <https://www.spa.gov.sa/en/N2573071>

¹¹ International Monetary Fund. (2025, 26 juin). *Saudi Arabia: Concluding statement of the 2025 Article IV mission*. <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/06/25/saudi-arabia-concluding-statement-of-the-2025-article-iv-mission>

humain, une attractivité durable pour les investisseurs étrangers et une discipline budgétaire que les mégaprojets peuvent fragiliser.

La structure du pouvoir est le second paradoxe. Mohammed ben Salmane a accéléré des réformes sociales considérables : ouverture du divertissement, autorisation de conduire pour les femmes, hausse de la participation féminine au marché du travail, réduction de certaines prérogatives de la police religieuse, développement du tourisme, concerts, sport, cinéma, investissements culturels. Mais cette libéralisation sociale ne s'est pas accompagnée d'une libéralisation politique. Le royaume demeure autoritaire, répressif et centralisé. Human Rights Watch affirme dans son rapport 2026 que les autorités utilisent la peine de mort comme instrument de répression, que les droits d'expression et d'association restent sévèrement limités, et que les travailleurs migrants demeurent exposés à des abus importants¹². Amnesty International a signalé qu'entre le 1er janvier et le 22 juin 2026, l'Arabie saoudite avait procédé à 96 exécutions, dont 61 pour des infractions liées à la drogue¹³.

Le troisième paradoxe est géopolitique. L'Arabie saoudite est alliée des États-Unis, mais elle refuse désormais d'être un simple client stratégique. Elle coopère avec Washington, discute avec Pékin, coordonne avec Moscou dans le cadre OPEP+, rétablit des relations diplomatiques avec l'Iran depuis l'accord de 2023 parrainé par la Chine, dialogue avec Israël de manière conditionnelle, investit dans le sport mondial, développe ses relations avec la Turquie, le Pakistan et les puissances asiatiques, et cherche à devenir une puissance d'équilibre. La diplomatie saoudienne est moins idéologique qu'auparavant ; elle est transactionnelle, souverainiste et orientée vers la sécurité du régime et la réussite de Vision 2030.

La régionalisation des menaces reste forte. Les attaques des Houthis contre des infrastructures saoudiennes, les tensions dans le Golfe, la guerre à Gaza, les relations avec l'Iran, la sécurité de la mer Rouge et les risques pesant sur les exportations énergétiques montrent que le royaume est exposé à un environnement stratégique instable. En août 2026, Reuters rapportait une attaque houthie contre la raffinerie saoudienne de Jazan, deux jours après la signature d'un accord de défense entre l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan dans un contexte de montée des tensions régionales¹⁴. Reuters et AP ont également rapporté la signature de ce pacte de défense tripartite, même si ses implications opérationnelles demeuraient floues¹⁵.

Lecture stratégique : l'Arabie saoudite est une puissance de transformation autoritaire. Elle veut construire l'après-pétrole sans renoncer à la rente, moderniser la société sans ouvrir la politique, attirer le monde sans accepter tous ses standards, sécuriser son territoire sans dépendre exclusivement des États-Unis, et devenir un hub global dans un environnement régional instable. Son défi 2026-2030 est celui de la conversion : convertir le pétrole en productivité, l'investissement public en secteur privé, les mégaprojets en actifs rentables, la modernisation sociale en capital humain, la diplomatie transactionnelle en sécurité durable.

2. Repères historiques stratégiques

¹² Human Rights Watch. (2026). Saudi Arabia: Events of 2025. Dans *World report 2026*. <https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/saudi-arabia>

¹³ Amnesty International. (2026, 22 juin). *Saudi Arabia: Almost 100 people executed so far this year as dozens more remain on death row for drug-related offences* [Communiqué de presse]. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2026/06/saudi-arabia-almost-100-people-executed-this-year-for-drug-related-offences/>

¹⁴ Reuters. (2026, 9 août). *Fire extinguished at Aramco facility in Jazan, Saudi Arabia says*. <https://www.reuters.com/business/energy/fire-extinguished-aramco-facility-jazan-saudi-arabia-says-2026-08-09/>

¹⁵ Reuters. (2026, 7 août). *Saudi Arabia, Turkey and Pakistan sign joint defence deal amid regional turmoil*. <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/saudi-arabia-turkey-pakistan-sign-joint-defence-deal-amid-regional-turmoil-2026-08-07/>

L'Arabie saoudite contemporaine est le produit d'une alliance historique entre pouvoir dynastique, légitimité religieuse, rente pétrolière, sécurité américaine et contrôle territorial de la péninsule. Son histoire moderne ne peut être comprise sans articuler la construction de l'État saoudien, la centralité du wahhabisme, la découverte du pétrole, l'alliance avec les États-Unis, les chocs de 1979, la guerre du Golfe, le terrorisme jihadiste, puis l'ascension de Mohammed ben Salmane.

La dynastie Al Saoud s'inscrit dans une histoire longue, mais l'État saoudien contemporain naît véritablement avec Abdelaziz Ibn Saoud. Après une série de conquêtes et de consolidations territoriales, le royaume d'Arabie saoudite est proclamé en 1932. Ce nouvel État unifie une grande partie de la péninsule Arabique autour d'un pouvoir familial, d'une légitimité religieuse et d'un contrôle territorial fondé sur la loyauté tribale, l'administration centrale et la coercition.

La découverte du pétrole transforme radicalement le pays. Les concessions pétrolières et le développement d'Aramco font passer le royaume d'une économie pauvre, tribale, commerciale et religieuse à un État rentier mondial. Le pétrole devient l'instrument central de la construction de l'État : infrastructures, administration, redistribution, importations, modernisation, urbanisation, armée, diplomatie et pacte social. Le citoyen saoudien reçoit les bénéfices de la rente ; l'État conserve le monopole politique.

L'alliance avec les États-Unis se cristallise au XXe siècle autour d'un échange stratégique : sécurité américaine contre stabilité énergétique. Washington garantit la sécurité du royaume ; Riyad contribue à l'approvisionnement énergétique mondial et devient un pilier du marché pétrolier. Cette relation connaît des tensions, mais elle reste structurante. Elle permet au royaume de se protéger contre les menaces régionales, tout en bénéficiant d'une relation privilégiée avec la première puissance militaire mondiale.

L'année 1979 constitue un tournant. La révolution islamique iranienne crée un rival idéologique et géopolitique. La prise de la Grande Mosquée de La Mecque par des militants extrémistes choque le royaume et renforce le poids du conservatisme religieux. L'invasion soviétique de l'Afghanistan ouvre une phase de mobilisation islamique internationale. À partir de cette période, l'Arabie saoudite renforce son rôle religieux global, finance des réseaux, promeut une doctrine conservatrice et fait face à la concurrence révolutionnaire iranienne.

La guerre du Golfe de 1990-1991 révèle une autre dépendance : la sécurité saoudienne repose sur les États-Unis. L'invasion du Koweït par Saddam Hussein fait craindre une menace directe. L'installation de troupes américaines sur le sol saoudien protège le royaume, mais alimente aussi des critiques islamistes. Oussama ben Laden et Al-Qaïda exploitent notamment cette présence étrangère dans leur discours. Les attentats du 11 septembre 2001, perpétrés en majorité par des ressortissants saoudiens, ouvrent une crise majeure de réputation et de relation avec Washington.

Les années 2000 sont marquées par une lutte interne contre Al-Qaïda, une modernisation prudente et une continuité dynastique. Le royaume reste conservateur, mais commence à percevoir les limites de son modèle : jeunesse nombreuse, dépendance au pétrole, chômage, faible participation des femmes, poids du secteur public, inefficacité de certaines dépenses, vulnérabilité aux prix mondiaux, montée de la compétition régionale avec l'Iran.

L'arrivée au premier plan de Mohammed ben Salmane change la vitesse du système. Devenu ministre de la Défense en 2015, prince héritier en 2017, puis Premier ministre, il concentre progressivement le pouvoir. Vision 2030 est lancée en 2016. La même séquence voit l'intervention saoudienne au Yémen, le blocus du Qatar, l'arrestation de figures économiques



au Ritz-Carlton, l'assassinat de Jamal Khashoggi en 2018, la libéralisation sociale partielle, la montée du PIF, la guerre des prix pétroliers et la multiplication des mégaprojets.

La période 2020-2026 est celle de la consolidation. Mohammed ben Salmane n'est plus seulement un réformateur disruptif ; il est le centre durable du système. Le royaume cherche à stabiliser ses relations régionales, notamment avec l'Iran, tout en restant ferme face aux menaces. Il accélère ses projets économiques, accueille des événements mondiaux, attire entreprises et investisseurs, et utilise la puissance financière du PIF pour transformer son image. Mais il doit gérer simultanément l'équation budgétaire, la crédibilité de Vision 2030, les critiques sur les droits humains et l'incertitude régionale.

Lecture historique : l'Arabie saoudite est passée d'un royaume rentier conservateur à une monarchie autoritaire de transformation. La continuité dynastique demeure, mais la méthode de gouvernement, l'économie politique et la société sont en mutation rapide.

3. Structure politique actuelle

L'Arabie saoudite est une monarchie absolue dynastique. Le pouvoir ne procède pas d'une compétition électorale nationale, mais de l'autorité royale, de la famille Al Saoud, de l'allégeance, de la sécurité intérieure, de la redistribution et de la légitimité religieuse. Le Conseil de la Choura existe, mais il n'est pas un parlement souverain comparable aux institutions législatives démocratiques. Les partis politiques ne sont pas autorisés. L'opposition organisée est réprimée.

Le centre de gravité politique est Mohammed ben Salmane. Le roi Salmane reste chef de l'État, mais le prince héritier concentre l'essentiel de l'action gouvernementale. Il dirige la stratégie économique, le PIF, les grands projets, la politique extérieure, la défense, la modernisation sociale et les équilibres du régime. Cette concentration donne une grande capacité d'exécution. Elle permet de casser des blocages, de réduire l'influence de certains réseaux religieux, de discipliner une partie des élites économiques et de conduire des projets rapides. Mais elle crée aussi une dépendance personnelle du système à un homme, à son agenda et à sa capacité à arbitrer.

La méthode de gouvernement repose sur une combinaison de modernisation sociale, centralisation politique et coercition. Le royaume s'est profondément transformé dans la vie quotidienne : ouverture de cinémas, concerts, événements sportifs, tourisme, mixité plus visible, conduite des femmes, développement de l'emploi féminin, transformation de Riyad, réduction du rôle public de la police religieuse. Mais cette ouverture ne s'est pas traduite par un pluralisme politique. Les critiques du pouvoir, militants, prédicateurs indépendants, universitaires, défenseurs des droits et opposants restent vulnérables à la détention, aux interdictions de voyager, aux procès ou aux peines lourdes.

Les droits humains restent le principal angle faible de la stratégie saoudienne de puissance douce. Human Rights Watch affirme dans son rapport 2026 que les autorités continuent de restreindre sévèrement la liberté d'expression et d'association, que les travailleurs migrants sont exposés à des abus, et que la peine de mort est utilisée dans un cadre très contesté¹⁶. Amnesty International indique que 96 personnes avaient été exécutées entre le 1er janvier et le 22 juin 2026, dont 61 pour des infractions liées à la drogue¹⁷. Ce contraste est brutal : le royaume veut accueillir le monde, mais conserve une justice pénale extrêmement dure.

¹⁶ Human Rights Watch. (2026). Saudi Arabia: Events of 2025. Dans *World report 2026*. <https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/saudi-arabia>

¹⁷ Amnesty International. (2026, 22 juin). *Saudi Arabia: Almost 100 people executed so far this year as dozens more remain on death row for drug-related offences* [Communiqué de presse]. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2026/06/saudi-arabia-almost-100-people-executed-this-year-for-drug-related-offences/>

La société saoudienne est cependant en mutation profonde. Une partie de la jeunesse soutient les changements sociaux, les opportunités professionnelles, l'ouverture culturelle et la fierté nationale associée aux grands projets. La participation féminine au marché du travail a fortement progressé. Le FMI souligne que le chômage des Saoudiens est tombé à 7 % en 2024, dépassant l'objectif initial de Vision 2030, et que l'objectif a été révisé à 5 %¹⁸. Cette transformation modifie le pacte social : les citoyens ne sont plus seulement bénéficiaires de la rente ; ils doivent devenir travailleurs, consommateurs, entrepreneurs, touristes intérieurs, investisseurs, supporters et acteurs de la transformation nationale.

Mais le nouveau pacte social est exigeant. Il demande aux Saoudiens d'accepter la discipline du travail, la concurrence, la transformation des normes sociales, les changements urbains, l'arrivée d'étrangers qualifiés, la diversification des revenus publics, voire de nouvelles taxes ou des coûts plus élevés. En échange, il promet des opportunités, une fierté nationale renouvelée, des loisirs, des emplois, une meilleure qualité de vie et une place internationale plus forte.

Lecture politique : l'Arabie saoudite est un autoritarisme modernisateur. Son efficacité vient de la centralisation ; sa vulnérabilité aussi. Le système peut décider vite, mais il dispose de peu de mécanismes publics de correction.

¹⁸ International Monetary Fund. (2025, 26 juin). *Saudi Arabia: Concluding statement of the 2025 Article IV mission*. <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/06/25/saudi-arabia-concluding-statement-of-the-2025-article-iv-mission>

4. Structure économique

L'économie saoudienne est une économie rentière en transformation. Le pétrole reste le socle, mais l'État cherche à construire autour de lui une économie plus diversifiée : tourisme, logistique, sport, divertissement, mines, industrie, finance, énergie renouvelable, technologies, immobilier, défense, intelligence artificielle, santé et services.

Le pétrole demeure central. L'Arabie saoudite reste l'un des principaux producteurs et exportateurs mondiaux, acteur clé de l'OPEP+ et détenteur d'une capacité d'ajustement qui influence les prix mondiaux. Aramco est l'une des entreprises les plus importantes de la planète. La politique pétrolière saoudienne conditionne les finances publiques, la balance des paiements, les investissements du PIF et la capacité à financer Vision 2030.

Mais le poids du non-pétrolier augmente. Le FMI indique que le PIB réel a progressé de 4,5 % en 2025, soutenu par le démantèlement progressif des réductions OPEP+ et par la vigueur de l'activité non pétrolière, elle-même portée par la demande domestique¹⁹. Les autorités saoudiennes mettent en avant une économie non pétrolière atteignant environ 55 % du PIB et une croissance non pétrolière de 4,9 % en 2025²⁰. Ces données montrent une transformation réelle, même si elles ne signifient pas que les finances publiques seraient déjà indépendantes du pétrole.

Le PIF est l'instrument central de cette transformation. Il investit dans les mégaprojets nationaux, les entreprises saoudiennes, les infrastructures, le sport, les jeux vidéo, la technologie, l'immobilier, le tourisme et les actifs internationaux. En 2026, le conseil d'administration du PIF a approuvé sa stratégie 2026-2030, présentée comme une phase de passage d'une croissance accélérée à une création de valeur plus durable, avec un accent sur la gouvernance, la transparence et l'efficacité des investissements²¹. Cette formulation est importante : elle reconnaît implicitement que la phase de dépense spectaculaire doit être suivie par une phase de rendement, d'efficacité et de discipline.

Vision 2030 repose largement sur des mégaprojets : NEOM, The Line, Qiddiya, Red Sea Global, Diriyah, Roshn, Riyadh Expo 2030, infrastructures sportives, aéroports, métro, zones économiques, tourisme religieux et projets culturels. Ces projets servent plusieurs objectifs à la fois : diversifier l'économie, créer des emplois, attirer des touristes, changer l'image du pays, construire une nouvelle identité nationale, absorber les capitaux publics et imposer la modernisation par l'architecture.

Le risque est l'exécution. Construire des villes, des stations, des infrastructures et des événements est possible lorsque les finances suivent. Les rendre rentables, habitées, productives et soutenables est plus difficile. Les mégaprojets peuvent devenir des actifs stratégiques ou des charges budgétaires. Le passage d'une économie de construction à une économie de productivité est le test central. L'Arabie saoudite ne veut pas seulement bâtir ; elle doit remplir, exploiter, rentabiliser et maintenir.

Le tourisme est un pilier majeur. Il combine tourisme religieux, tourisme intérieur, tourisme de loisirs, patrimoine, mer Rouge, sport, divertissement, événements et affaires. L'accueil de l'Expo 2030 et de la Coupe du monde 2034 s'inscrit dans cette logique. Le Bureau International

¹⁹ International Monetary Fund. (2026, 3 juin). *IMF staff completes 2026 Article IV mission to Saudi Arabia* [Communiqué de presse no 26/181]. <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/06/03/pr26181-saudi-arabia-imf-staff-completes-2026-article-iv-mission>

²⁰ Saudi Press Agency. (2026, 28 avril). *Vision 2030 annual report records strong non-oil growth and economic diversification*. <https://www.spa.gov.sa/en/N2573071>

²¹ Public Investment Fund. (2026, 15 avril). *Chaired by HRH Crown Prince, PIF board of directors approves PIF 2026–2030 strategy* [Communiqué de presse]. <https://www.pif.gov.sa/en/news-and-insights/press-releases/2026/chaired-by-hrh-crown-prince-pif-board-of-directors-approves-pif-2026-2030-strategy/>

des Expositions a élu Riyad pour accueillir l'Expo 2030 entre octobre 2030 et mars 2031²². La FIFA a désigné l'Arabie saoudite comme hôte de la Coupe du monde 2034²³. Ces événements sont des instruments d'économie politique : ils créent des délais, forcent les infrastructures, attirent l'attention et imposent une discipline d'exécution.

La transformation du marché du travail est également décisive. Le pays doit créer des emplois pour une population jeune, mieux formée et plus exigeante. La hausse de l'emploi féminin est l'une des réussites visibles de Vision 2030. Mais l'économie saoudienne dépend encore fortement des travailleurs étrangers, notamment dans la construction, les services, le travail domestique et certains emplois peu qualifiés. Le défi est de saoudiser les emplois sans dégrader la compétitivité ni bloquer les projets.

Lecture économique : l'Arabie saoudite avance réellement vers la diversification, mais cette diversification reste financée, garantie et protégée par le pétrole. Le test n'est pas de construire l'après-pétrole en discours ; il est de créer une économie capable de tenir lorsque la rente pétrolière devient moins centrale.

5. Énergie, climat et transition

L'énergie est la matrice de la puissance saoudienne. Le pétrole a construit l'État moderne, l'influence internationale, la relation avec les États-Unis, le poids dans l'OPEP, la capacité d'investissement et le pacte social. Mais le pétrole est aussi le problème stratégique que Vision 2030 tente de dépasser.

L'Arabie saoudite reste indispensable au marché pétrolier mondial. Elle dispose de réserves, de capacités de production, d'Aramco, d'infrastructures exportatrices et d'un rôle central dans l'OPEP+. Sa capacité à ajuster sa production lui donne une influence que peu d'États possèdent. Mais cette influence dépend de la demande mondiale, des prix, de la discipline OPEP+, de la concurrence américaine, des transitions énergétiques et des tensions géopolitiques.

La transition énergétique mondiale représente un risque et une opportunité. Risque, parce qu'une baisse structurelle de la demande pétrolière ou des prix durablement plus faibles réduiraient les recettes nécessaires à Vision 2030. Opportunité, parce que l'Arabie saoudite peut utiliser son capital, son soleil, ses infrastructures, ses ports et son expertise énergétique pour se positionner dans l'hydrogène, les renouvelables, la pétrochimie, les minerais, les carburants bas carbone et les technologies liées à la transition.

Le royaume développe des projets d'énergie renouvelable, mais il reste un très grand consommateur d'énergie domestique. Climatation, dessalement, industrie, transport, urbanisation et mégaprojets accroissent la demande. Une partie du défi consiste à réduire la consommation domestique d'hydrocarbures afin de préserver les capacités d'exportation et d'améliorer l'efficacité économique. La transition intérieure n'est donc pas seulement climatique ; elle est budgétaire.

Le climat est une vulnérabilité majeure. L'Arabie saoudite est exposée à la chaleur extrême, au stress hydrique, à la désertification, aux tempêtes de sable, à la dépendance au dessalement, à la pression sur les villes et à la sécurité alimentaire. Le pays importe une grande partie de son alimentation et dépend de technologies coûteuses pour sécuriser son

²² Bureau International des Expositions. (2023, 28 novembre). *Saudi Arabia elected host country of World Expo 2030*. <https://www.bie-paris.org/site/en/news-announcements/world-expo/saudi-arabia-elected-host-country-of-world-expo-2030>

²³ Fédération Internationale de Football Association. (s. d.). [Annonce de la confirmation des pays hôtes des Coupes du monde 2030 et 2034]. <https://www.fifa.com/en/tournaments/mens/worldcup/articles/2030-2034-host-nations-confirmed>

eau. La chaleur peut aussi peser sur la productivité du travail, les chantiers, le tourisme et l'habitabilité de certains espaces.

La tension entre ambition climatique et réalité pétrolière est forte. Le royaume veut être reconnu comme acteur de la transition, tout en défendant la valeur de ses hydrocarbures. Sa stratégie consiste moins à abandonner le pétrole qu'à rendre sa production plus compétitive, moins carbonée relativement, et à développer des filières complémentaires. C'est une transition par diversification, non par renoncement.

Lecture énergétique : l'Arabie saoudite ne prépare pas un monde sans pétrole ; elle prépare un monde où le pétrole restera utile, mais moins suffisant. La différence est essentielle. Vision 2030 n'est pas une sortie morale du pétrole, mais une stratégie de survie post-rente.

6. Positionnement international

L'Arabie saoudite est devenue une puissance de balance. Elle ne se contente plus de s'aligner sur Washington. Elle cherche à multiplier ses partenaires, à maximiser ses marges et à éviter de dépendre d'une seule garantie extérieure.

La relation avec les États-Unis reste fondamentale. Sécurité, armements, renseignement, défense aérienne, pétrole, investissements, technologie et diplomatie régionale structurent ce partenariat. Mais la confiance a été fragilisée par plusieurs séquences : retrait relatif américain du Moyen-Orient, attaque contre les installations d'Abqaiq en 2019, critiques américaines sur les droits humains, meurtre de Jamal Khashoggi, politique énergétique, guerre à Gaza, relations avec l'Iran et incertitudes politiques à Washington. Riyad veut encore la garantie américaine, mais ne veut plus être dépendant exclusivement d'elle.

La relation avec la Chine s'est renforcée. Pékin est un client énergétique majeur, un partenaire commercial, un investisseur, un acteur technologique et un médiateur diplomatique. L'accord de rétablissement des relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran en 2023, facilité par la Chine, a constitué un symbole fort du déplacement géopolitique. Il ne signifie pas que la Chine remplace les États-Unis dans la sécurité du Golfe, mais il montre que Riyad accepte désormais que Pékin joue un rôle diplomatique régional.

La relation avec la Russie est structurée par l'OPEP+. Malgré la guerre en Ukraine, Riyad a maintenu une coordination énergétique avec Moscou, car la stabilité des prix pétroliers est un intérêt stratégique. Cela crée parfois des tensions avec les Occidentaux, mais correspond à une logique saoudienne claire : la politique pétrolière sert les intérêts budgétaires et stratégiques du royaume.

La relation avec l'Iran est ambivalente. La normalisation diplomatique réduit le risque d'escalade directe, mais ne supprime pas la rivalité. Les dossiers restent nombreux : Yémen, Irak, Syrie, Liban, Golfe, sécurité maritime, milices, programme nucléaire, missiles, influence religieuse et équilibre régional. Riyad cherche à éviter une guerre qui menacerait Vision 2030, mais reste méfiant vis-à-vis de la capacité iranienne à utiliser des relais armés.

La question israélo-palestinienne reste centrale. Avant la guerre de Gaza, une normalisation saoudo-israélienne semblait possible dans le cadre d'un grand accord avec les États-Unis. Depuis, le coût politique régional d'une telle normalisation est beaucoup plus élevé. Riyad conditionne davantage toute avancée à des garanties sur la question palestinienne. Le royaume veut obtenir des concessions américaines et israéliennes sans perdre sa légitimité arabe et islamique.

La relation avec la Turquie et le Pakistan connaît un renforcement sécuritaire. La signature d'un accord de défense tripartite entre Arabie saoudite, Turquie et Pakistan en août 2026, rapportée par Reuters et AP, illustre une tentative saoudienne de diversifier ses appuis dans un environnement régional dégradé, même si la portée opérationnelle précise de cet accord demeure incertaine²⁴.

Lecture diplomatique : l'Arabie saoudite veut être courtisée par tous et dépendante d'aucun. Sa diplomatie n'est plus celle d'un simple allié américain, mais celle d'une puissance transactionnelle du Golfe.

7. Sécurité, défense et conflictualités

L'Arabie saoudite est l'une des principales puissances militaires du Moyen-Orient. Ses dépenses sont très élevées. Le SIPRI estime qu'elles ont atteint 83,2 milliards de dollars en 2025, plaçant le royaume au huitième rang mondial²⁵. Cette dépense traduit l'environnement sécuritaire du pays : Iran, Houthis, missiles, drones, sécurité maritime, infrastructures pétrolières, défense aérienne, protection des villes, sécurité des lieux saints, surveillance des frontières et stabilité interne.

La menace houthie reste l'une des plus concrètes. Les attaques contre les infrastructures saoudiennes ont montré que la richesse énergétique du royaume est vulnérable à des frappes asymétriques. Les drones et missiles ont changé le rapport coût-efficacité de la menace. Un acteur non étatique ou paraétatique peut imposer des coûts élevés à une puissance riche en ciblant ses infrastructures critiques. L'attaque rapportée en août 2026 contre la raffinerie de Jazan rappelle la persistance de cette vulnérabilité²⁶.

La défense aérienne et antimissile est donc centrale. Le royaume a besoin de systèmes multicouches, de radars, d'intercepteurs, de drones, de guerre électronique, de renseignement, de résilience industrielle et de capacités de riposte. L'enjeu n'est pas seulement d'empêcher toutes les attaques, ce qui est difficile ; il est de rendre les infrastructures suffisamment résilientes pour éviter qu'une attaque ne provoque un choc systémique.

La sécurité maritime est également stratégique. Le royaume dépend du Golfe et de la mer Rouge. Les tensions dans le détroit d'Ormuz, la mer Rouge et le golfe d'Aden affectent les exportations, les importations, les assurances, les routes énergétiques et la confiance des investisseurs. Reuters rapportait en août 2026 de nouvelles attaques sur le transport maritime dans un contexte de blocage des discussions autour de l'Iran et de menaces pesant sur le détroit d'Ormuz²⁷. Même lorsque l'Arabie saoudite n'est pas directement frappée, la dégradation du transport maritime régional menace son modèle.

La sécurité intérieure reste une priorité. Le royaume a été confronté à Al-Qaïda dans les années 2000 et reste vigilant face aux menaces jihadistes. Mais la sécurité intérieure concerne aussi la surveillance politique, la dissidence, les mobilisations numériques, les tensions sociales, les travailleurs étrangers et la protection des grands événements.

²⁴ Reuters. (2026, 7 août). *Saudi Arabia, Turkey and Pakistan sign joint defence deal amid regional turmoil*. <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/saudi-arabia-turkey-pakistan-sign-joint-defence-deal-amid-regional-turmoil-2026-08-07/>

²⁵ Stockholm International Peace Research Institute. (2026, 27 avril). *Global military spending rise continues as European and Asian expenditures surge* [Communiqué de presse]. <https://www.sipri.org/media/press-release/2026/global-military-spending-rise-continues-european-and-asian-expenditures-surge>

²⁶ Reuters. (2026, 9 août). *Fire extinguished at Aramco facility in Jazan, Saudi Arabia says*. <https://www.reuters.com/business/energy/fire-extinguished-aramco-facility-jazan-saudi-arabia-says-2026-08-09/>

²⁷ Ramadan, T., & Elwelly, E. (2026, 11 août). *Pakistan says US and Iran close to 'some sort' of deal despite attacks on shipping*. Reuters. <https://www.reuters.com/world/middle-east/pakistan-says-us-iran-close-some-sort-deal-despite-attacks-shipping-2026-08-11/>

La localisation de l'industrie de défense est un objectif important de Vision 2030. Riyad veut réduire sa dépendance aux importations d'armement et développer une base industrielle nationale. Cela implique des transferts de technologie, des partenariats avec les États-Unis, l'Europe, la Turquie, la Corée du Sud, la Chine et d'autres acteurs. Mais construire une industrie de défense crédible demande du temps, des compétences, des chaînes d'approvisionnement, des ingénieurs et une gouvernance industrielle rigoureuse.

Lecture sécuritaire : l'Arabie saoudite est richement armée, mais exposée à des menaces asymétriques. Son défi est de transformer la dépense militaire en résilience réelle.

8. Risques et vulnérabilités

Le premier risque est la dépendance au pétrole. L'économie non pétrolière progresse, mais les finances publiques et les capacités d'investissement restent très sensibles aux revenus hydrocarbures. Une baisse durable des prix ou une réduction prolongée de la production compliquerait Vision 2030.

Le deuxième risque est le coût des mégaprojets. NEOM, The Line, Qiddiya, Expo 2030, Coupe du monde 2034, nouvelles infrastructures et projets touristiques exigent des financements massifs. Leur rentabilité n'est pas automatique. Le risque est de créer des actifs prestigieux mais insuffisamment productifs.

Le troisième risque est budgétaire. Le royaume dispose de réserves et d'un accès aux marchés, mais Vision 2030 exige des arbitrages. Le FMI souligne la solidité des fondamentaux, mais insiste aussi sur la nécessité de calibrer les dépenses et de préserver la soutenabilité²⁸.

Le quatrième risque est politique. La centralisation autour de Mohammed ben Salmane donne de la cohérence, mais limite les contre-pouvoirs. Un système très personnalisé peut décider vite, mais il peut aussi corriger tard.

Le cinquième risque est réputationnel. Droits humains, peine de mort, travailleurs migrants, guerre au Yémen, affaire Khashoggi, NEOM et Coupe du monde 2034 alimentent des critiques internationales. L'attractivité globale du royaume peut être affectée par ces controverses.

Le sixième risque est social. La transformation du marché du travail, la hausse des attentes, le coût de la vie, les politiques de saoudisation et la dépendance aux travailleurs étrangers peuvent générer des tensions.

Le septième risque est régional. Iran, Houthis, mer Rouge, Irak, Syrie, Liban, Gaza, détroit d'Ormuz : l'environnement saoudien reste instable. Vision 2030 suppose la stabilité ; la région produit de l'incertitude.

Le huitième risque est climatique et hydrique. Chaleur extrême, eau, dessalement, sécurité alimentaire et habitabilité de certains projets sont des contraintes de long terme.

9. Opportunités et dynamiques à suivre

²⁸ International Monetary Fund. (2026, 3 juin). *IMF staff completes 2026 Article IV mission to Saudi Arabia* [Communiqué de presse no 26/181]. <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/06/03/pr26181-saudi-arabia-imf-staff-completes-2026-article-iv-mission>



La première opportunité est la diversification non pétrolière. Si le royaume parvient à maintenir une croissance non pétrolière autour de 4 %, à développer le secteur privé et à créer des emplois qualifiés, Vision 2030 changera réellement la structure du pays.

La deuxième opportunité est le tourisme. Tourisme religieux, mer Rouge, patrimoine, loisirs, sport, événements, Riyad, Diriyah et grands projets peuvent faire émerger un secteur durable, à condition d'éviter une dépendance à la dépense publique.

La troisième opportunité est le sport et les événements mondiaux. Expo 2030 et Coupe du monde 2034 sont des vitrines, mais aussi des accélérateurs d'infrastructures. Bien utilisés, ils peuvent transformer l'image et l'économie urbaine.

La quatrième opportunité est l'industrie de défense. La localisation partielle des chaînes de défense peut créer des emplois, des technologies, des partenariats et une souveraineté accrue.

La cinquième opportunité est la logistique. La position entre mer Rouge, Golfe, Afrique, Asie et Europe peut faire de l'Arabie saoudite un hub régional, si les infrastructures, ports, zones économiques et corridors sont bien articulés.

La sixième opportunité est l'intelligence artificielle et les données. Le royaume investit dans le numérique, les infrastructures technologiques et les partenariats globaux. L'enjeu sera de construire des compétences locales, pas seulement d'acheter de la technologie.

La septième opportunité est la diplomatie d'équilibre. Si Riyad maintient des relations fonctionnelles avec Washington, Pékin, Moscou, Téhéran, Ankara et les capitales européennes, il peut devenir un acteur pivot du Moyen-Orient.

10. Lecture stratégique finale

L'Arabie saoudite est l'un des rares États qui tentent de se réinventer avant l'épuisement complet de leur modèle. Elle ne le fait pas par démocratisation, mais par centralisation. Elle ne le fait pas par réduction de l'État, mais par mobilisation massive de l'État investisseur. Elle ne le fait pas par rupture avec le pétrole, mais par usage du pétrole comme financement de l'après-pétrole. Elle ne le fait pas par alignement occidental, mais par diversification diplomatique.

La transformation est réelle. La société change. Riyad change. Les femmes travaillent davantage. Le tourisme s'ouvre. Le sport devient instrument de puissance. Les investisseurs sont courtisés. Les projets avancent. L'économie non pétrolière progresse. Le royaume s'est donné un calendrier, des vitrines et une narration.

Mais la transformation reste fragile. Les mégaprojets peuvent dépasser les capacités d'absorption. Le pétrole reste indispensable. Les droits humains fragilisent l'image. La région reste instable. La main-d'œuvre étrangère reste essentielle. La centralisation peut produire de la vitesse, mais aussi du risque. Le royaume peut construire vite ; il doit désormais apprendre à produire durablement.

Le défi 2026-2030 est donc celui de la conversion. Convertir la rente pétrolière en productivité. Convertir le PIF en création de valeur. Convertir les mégaprojets en villes et industries réelles. Convertir l'ouverture sociale en capital humain. Convertir l'ambition sportive en attractivité durable. Convertir la diplomatie transactionnelle en sécurité régionale. Convertir la centralisation en gouvernance efficace.

Conclusion stratégique : l'Arabie saoudite n'est plus seulement le royaume du pétrole. C'est un État-laboratoire de puissance autoritaire au XXI^e siècle. Sa réussite transformerait le Moyen-Orient, l'économie du Golfe, le marché de l'énergie, le tourisme, le sport mondial et les équilibres entre États-Unis, Chine et Europe. Son échec ne signifierait pas nécessairement l'effondrement du royaume, mais l'installation d'un modèle coûteux, dépendant, spectaculaire et vulnérable. La question n'est donc pas de savoir si l'Arabie saoudite change. Elle change déjà. La question est de savoir si ce changement produira une puissance durable ou une modernisation de façade financée par la dernière grande phase de la rente pétrolière.